



Position du WWF sur le climat – 28 Mai 2010

Sommets du G8 et du G20 en 2010

Les négociations des Nations Unies sur le climat à Copenhague ont suscité une participation sans précédent des chefs d'Etats et de gouvernement. L'objectif affiché était de négocier un accord mondial qui permette de s'atteler concrètement à la problématique du changement climatique. Or il est clair, au vu des résultats de Copenhague, que beaucoup reste encore à faire pour que les leaders du monde entier parviennent enfin à prendre les décisions ambitieuses qu'appelaient de leurs vœux des millions d'individus à travers le monde.

Les Sommets du G8 et du G20 au Canada en juin prochain, ainsi que le deuxième Sommet du G20 en Corée du Sud en novembre 2010 constituent autant d'opportunités majeures pour les décideurs mondiaux de résoudre les divergences les ayant empêchés de parvenir à un accord à Copenhague. Ces réunions au plus haut niveau des pays aux économies les plus avancées de ce monde doivent impérativement émettre des signaux politiques forts quant à l'objectif de parvenir à un véritable accord complet sur le climat.

La Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) demeure le forum principal de la prise de décisions internationales sur le changement climatique. Il est essentiel cependant que d'autres forums majeurs tels le G8 et le G20 soient également utilisés pour discuter des réponses à apporter au changement climatique. De telles réunions peuvent donner une impulsion significative et très nécessaire aux processus de la CCNUCC, notamment en affichant à la fois les mesures prises pour une transition vers une économie sobre en carbone ainsi que sur le financement des politiques sur le changement climatique. Cela aurait pour effet de permettre aux prochaines réunions de la CCNUCC de gagner en cohésion et en efficacité. Le G8 en particulier offre l'opportunité pour les pays développés de témoigner de leurs engagements décisifs et ambitieux en tant que pays industrialisés dans la lutte contre le changement climatique. L'affichage de l'objectif d'un accord sur le climat plus complet, par le biais des négociations des Nations Unies, est nécessaire afin de gagner la confiance des pays en développement.

Le WWF insiste sur la nécessité de continuer à travailler sur les problématiques de financement du climat et d'économies sobres en carbone en tant que levier positif au sein du processus CCNUCC. Le WWF demande au Canada et à la Corée du Sud de prendre le leadership en tant que pays hôtes et d'inscrire le changement climatique comme priorité forte dans les agendas des G8 et G20. Il s'agit en particulier du passage à une économie résiliente au climat et sobre en carbone ainsi que le financement de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique.

Demandes du WWF aux Etats membres des G8 et G20

Des objectifs de lutte contre le changement climatique ambitieux

Le G8 et le G20 doivent réaffirmer leur engagement, pris au Sommet du G8 en 2009 et à Copenhague, de limiter la hausse globale des températures à 2°C, en reconnaissant simultanément que la survie des petits Etats Insulaires en développement ainsi que d'autres pays également vulnérables requiert, à long terme, la restriction de cet objectif à 1.5°C. Le G8 et le G20 doivent aussi reconnaître que les engagements actuels pris au sein de l'Accord de Copenhague ne correspondent pas à l'ambition du maintien de 2°C mais placent plutôt le monde sur une trajectoire vers les 3-4°C. Afin de combler l'espace entre l'ambition affichée et la réalité prévue, les pays développés se doivent de revoir leurs engagements à la hausse pour réduire leurs émissions.

Demandes du WWF :

1. Le changement climatique figure en bonne place **sur l'agenda à la fois du G8 et du G20**.
2. Les pays du G20 réaffirment leur engagement dans l'Accord de Copenhague de limiter le réchauffement climatique à 2°C, tout en ajoutant que cette hausse de température doit être confinée à 1.5°C dans les meilleurs délais.
3. Les pays développés s'engagent à **combler l'écart existant entre les promesses de réduction des émissions et les 2 degrés** actés au G8 et à Copenhague.

Indicateurs :

Le communiqué du G8 comporte :

- *Un engagement de la part des pays industrialisés à réduire leurs émissions de 25 à 40% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020, et de 80%-95% au minimum d'ici à 2050 ;*
- *La prise en compte de l'insuffisance des promesses d'adaptation et d'atténuation faites par les gouvernements pour restreindre le réchauffement global en dessous des limites critiques et la résolution du problème sous l'égide de la CCNUCC ;*
- *L'affirmation des engagements, pris au Sommet du G8 de 2009 et à Copenhague, de réduire la montée des températures à 2°C, et la reconnaissance que la survie des petits Etats insulaires en développement ainsi que d'autres pays vulnérables requiert une restriction de l'objectif à long terme à 1.5°C.*

Une économie sobre en carbone

Dans l'intérêt de soutenir la reprise de l'économie globale et de stimuler la création d'emplois, le G8 et le G20 doivent faire clairement référence à la nécessité d'organiser une transition vers une économie sobre en carbone. Il est urgent de s'accorder sur l'élaboration d'un plan détaillé décrivant la trajectoire des politiques de réduction des émissions d'ici à 2050. Cela démontrera le sérieux des actions prises pour lutter contre les changements climatiques tout en envisageant un développement économique juste.

Demandes du WWF :

1. Les pays du G8 et du G20 s'engagent à développer des « Plans d'action zéro carbone » ambitieux (pays industrialisés) ou « Plans d'action sobre en carbone » (pays en développement) détaillant les mesures d'évolution des trajectoires d'émission d'ici à 2050.
2. Les pays du G20 élaborent un plan assorti d'un calendrier afin de **supprimer progressivement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles** comme convenu au Sommet du G20 de Pittsburgh en 2009, et explorer des manières de réallouer ces subventions aux solutions d'énergies renouvelables destinées à la fois au développement économique et à mettre un terme à la pauvreté énergétique.

Indicateurs :

- *Les communiqués du G8 et du G20 comportent des engagements de présentation de plans qui correspondent aux concepts de Plans d'action zero/ sobre en carbone au sein du processus CCNUCC, exposant des pistes de réduction d'émissions à l'échelle des économies cohérentes avec l'impératif limitant la hausse des température de 2°C/1.5°C.*
- *Les pays du G20 soumettent des plans et des calendriers pour rompre progressivement avec les subventions aux combustibles fossiles inefficaces.*

Le financement du climat et les subventions aux énergies fossiles

L'Accord de Copenhague contient un engagement des pays développés à « fournir des ressources nouvelles et additionnelles, notamment pour la foresterie et les investissements par le biais d'institutions internationales dont les montants atteindraient les 30 milliards de dollars US pour la période 2010–2012 équitablement réparties entre l'adaptation et l'atténuation ». Les pays du G8 doivent démontrer comment ils vont respecter cet engagement initial lors du Sommet du G8 de 2010, notamment en garantissant une réponse complète aux besoins urgents pour l'adaptation identifiés par les Pays les moins avancés. Ces ressources doivent être additionnelles aux aides publiques au développement (APD) officielles des pays du G8. Les Sommets du G20 au Canada et en Corée peut également aider à poser les fondations pour un fond mondial pour le climat post-2012 adéquat et équitable.

A Copenhague, les gouvernements clef se sont définis l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars US par an d'ici 2020 à partir de sources innovantes de financement pour soutenir les actions liées le climat dans les pays en développement. C'est à cette occasion que fut créé un Groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre le changement climatique. Il convient cependant de noter que les financements doivent être publics et permettre de lever des financements privés additionnels et que ce niveau de financement est considéré comme insuffisant par de nombreuses ONG ainsi que par des commentateurs économiques tels que Lord Stern. Lors de sa proposition initiale au Groupe consultatif des Nations Unies sur le financement de la lutte contre le changement climatique duquel il est membre, Lord Stern estimait que le chiffre correct pour permettre de répondre à l'échelle des besoins serait plutôt de 200 milliards de dollars par an.

Les sources de financement innovantes prometteuses pourraient comprendre une taxe sur les banques, une taxe sur les transactions financières, des fonds prélevés sur le secteur maritime ou celui de l'aviation, la réaffectation de subventions aux combustibles fossiles, des droits de tirage spéciaux (tels que proposés par le FMI – le Fonds Monétaire International), la mise aux enchères de d'unités de quantités attribués (assigned amount units- AAU) ou des quotas d'émission et une taxe

carbone. En ces temps de déficits budgétaires et de coupes de dépenses publiques, ces formes innovantes de financement constituent le seul moyen de s'assurer raisonnablement que des niveaux suffisants de financement seront mis à disposition par les pays développés. De plus, c'est la manière la plus évidente de garantir l'additionnalité de ces financements à l'aide publique au développement (APD), afin que le financement des politiques climatiques ne soit pas pris sur ce qui a déjà été promis aux populations les plus défavorisées.

Les pays développés doivent mener ces actions selon le principe de responsabilité commune mais différenciée établi dans le cadre de la CCNUCC.

La question des subventions aux combustibles fossiles est déjà à l'agenda du G20 suite à la décision prise au sommet de Pittsburgh pour les pays de G20 d'informer lors du Sommet de 2010 de leurs plans et calendriers pour la suppression des subventions aux combustibles fossiles. Il s'agit du seul engagement tangible ayant un rapport direct avec le changement climatique et l'économie sobre en carbone qui a été pris au forum du G20. Cet élément doit rester prioritaire dans l'agenda.

Ces plans de suppression progressive et leur agenda doivent inclure une comptabilisation des subventions à la production et à la consommation, et devraient recommander que les subventions aux combustibles fossiles soient supprimées en accord avec le principe de responsabilité commune mais différenciée établi dans le cadre de la CCNUCC. Dans de nombreux cas, les subventions devraient être réallouées vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique afin de permettre une transition vers un développement sobre en carbone et assurer et maintenir l'accès à l'énergie pour les populations pauvres.

Demands du WWF :

1. Les pays développés confirment des sources de financement suffisantes pour les **financements précoces s'élevant à 30 milliards de dollars US pour 2010-12**,
2. Confirment leur engagement à prendre lors de la COP 16 au Mexique les décisions nécessaires **sur les sources et les structures pour les financements climat promis**,
3. Identifier **les sources innovantes de financement** qui seront gérées par un processus CCNUCC (ce qui déterminera les questions de gouvernance) d'ici à la COP 16.

Indicateurs :

- *Les pays développés annoncent chacun une part honorable de prise en charge de financement du climat avant le Sommet du G8.*
- *Il est fait référence aux engagements de financement du climat à la fois pour le court et le long terme dans les communiqués de fin des Sommets du G8 et du G20.*
- *Le G20 s'engage à «une solution sur la source et la structure du financement du climat d'ici à la COP16 » dans son communiqué final.*

L'Engagement de la société civile

Le G8 possède une tradition d'échange avec la société civile au travers de dialogues, de forums pré-sommet, ainsi que par le biais des accréditations aux médias afin d'assurer l'accès aux sommets aux membres de la presse. Le WWF présume que le G20 adoptera cette tradition alors que celui-ci

devient le forum principal des discussions économiques, afin de garantir la transparence et l'examen de ses procédures et décisions.

Demandes du WWF :

1. Instituer des échanges avec la société civile au travers de l'engagement de Dialogues du G8 et du G20 avec la société civile et accorder des accréditations de plein accès aux media pendant les Sommets du G8 et du G20.

Suivi des décisions

Un groupe de haut niveau de suivi des décisions du G8 existe suite au communiqué du G8 de 2009. Sa mission est d'élaborer des rapports de conformité qui doivent être soumis au Sommet 2010 du G8. Le WWF prévoit que l'un des ces rapports analysera la cohérence des pays du G8 avec leurs engagements passés concernant le changement climatique et souhaite vivement que ce même mécanisme soit mis en place pour le Sommet du G20. Il s'attend à ce que ce rapport de suivi soit ajouté à la liste de tous les rapports prévus.

Contacts WWF:

Kim Carstensen

Leader, Global Climate Initiative
WWF International
Email: k.carstensen@wwf.dk
Mobile: +45 4034 3635

Kathrin Gutmann

Head of Policy, Global Climate Initiative
WWF International
E mail: kathrin.gutmann@wwf.de
Mobile: +49 (0)151 1885 4928

Elise Buckle

Energy and Climate Manager
WWF France
Email : elise.buckle@wwf.panda.org
Mobile : +41 79 278 48 90

Zoë Caron

Specialist, Climate Policy & Advocacy
WWF Canada
Email: zoe.caron@wwf.panda.org
Mobile: +1 647 993 525